

FC/JM

DECISION N° 2026-13
Portant délégation de signature de Monsieur Pascal COSTE en qualité d'adjoint au chef du
Service des Ressources Humaines

Le Directeur de l'Institut national d'études démographiques,

Vu les articles R327-1 et suivants du code de la recherche ;

Vu le décret du 18 décembre 2023 portant nomination de Monsieur François CLANCHÉ en qualité de directeur de l'Institut national d'études démographiques ;

Vu le recrutement de Monsieur Pascal COSTE en qualité d'adjoint au chef du service des ressources humaines à compter du 13 janvier 2025 ;

Vu la décision n°2025-051 portant délégation de signature de Monsieur Pascal COSTE en qualité d'adjoint au chef du service des ressources humaines ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Dans la limite de ses attributions, délégation de signature est donnée à Monsieur Pascal COSTE, adjoint au chef du service des ressources humaines, en cas d'empêchement du chef du service des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du Directeur de l'Ined, tous actes ou documents nécessaires au fonctionnement du service, à l'exception des actes engageant des dépenses d'un montant supérieur à 19 999 € HT à la date de signature de l'acte.

Article 3 : La décision n°2025-051 est abrogée.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter de sa signature. Elle sera notifiée à l'intéressé et publiée sur le site institutionnel de l'Ined.

Fait, le 13/01/2026

Signature du délégataire



Pascal COSTE

Le Directeur de l'INED,



François CLANCHÉ

*

INFORMATION SUR LES DELAIS ET VOIES DE RECOURS

(ART. R 421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Si vous souhaitez former un recours contre cette décision, vous pouvez former :

Un recours administratif : recours gracieux auprès du directeur de l'INED dans le délai de **deux mois** à compter de la présente notification. Cependant, si vous souhaitez ensuite former un recours contentieux en cas de rejet du recours gracieux, il devra être formé avant l'expiration d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision de rejet du recours gracieux.

Un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de **deux mois** à compter de la présente notification.